

## **CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL ET TECHNIQUE**

### **MARCHE DE SERVICES DE CONTROLES REGLEMENTAIRES ET VERIFICATIONS TECHNIQUES DES SITES ET EQUIPEMENTS DE FRANCE TRAVAIL**

**N° DE CONSULTATION 009.25**

## Sommaire

<b>1. PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL</b>	<b>4</b>
<b>2. CONTEXTE</b>	<b>4</b>
<b>3. OBJET DU MARCHE</b>	<b>5</b>
3.1. Libellé et description du marché	5
3.2. Périmètre du marché	5
3.2.1. Sur le plan territorial : Métropole, DROM (Guadeloupe, Réunion, Mayotte, Guyane, Martinique et Saint Pierre et Miquelon).	5
3.2.2. Sur le plan fonctionnel : détermination de la famille d'achat	6
<b>4. VOLUMETRIE</b>	<b>6</b>
<b>5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES</b>	<b>7</b>
5.1. Objectif des prestations	7
5.1.1. Prestations d'inspection, contrôle et vérifications réglementaires périodiques	7
5.1.2. Prestations d'expertise sur les bâtiments	7
5.2. Caractéristiques techniques / modalités d'exécution des prestations	8
5.2.1. Pré requis	8
5.2.1.1. Détention des agréments	8
5.2.1.2. Le plan de prévention	8
5.2.1.3. Outil de suivi des prestations	8
5.2.2. Contenu de la prestation des contrôles réglementaires	14
5.2.3. Contraintes horaires, établissement du planning des visites et identification des contrôleurs	18
5.2.4. Contenu de la prestation de veille réglementaire	19
5.2.4.1. Objet de la veille réglementaire	19
5.2.4.2. Le périmètre de la veille réglementaire	19
5.2.4.3. Le portail en ligne de veille réglementaire	20
5.3. Attentes particulières vis-à-vis du titulaire	21
5.3.1. Devoir de conseil	21
5.3.2. Plan de progrès	21
5.3.3. Devoir d'information	21
5.3.4. Clause carbone et respect de la loi « climat et résilience »	21
<b>6. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE</b>	<b>22</b>
6.3. Instances de pilotage et de suivi	22

<b>6.4. Éléments de reporting</b>	<b>23</b>
<b>7. OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS</b>	<b>24</b>
7.1. Contrôles à la charge du titulaire	24
7.2. Contrôles réalisés par France Travail	25

## 1. PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL

Acteur majeur du marché de l'emploi en France, France Travail est un établissement public administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, et soumis aux règles comptables applicables aux entreprises industrielles et commerciales. Son directeur général est nommé en conseil des ministres.

France Travail est administré par un conseil d'administration, son action s'appuie sur une direction générale, et une organisation déconcentrée.

Une convention pluriannuelle d'objectifs et de gestion conclue entre l'État, l'Unedic et France Travail, définit les objectifs assignés à France Travail au regard de la situation de l'emploi et des moyens prévisionnels qui lui sont alloués par l'Unedic et l'État.

En matière d'achat, France Travail est soumis aux dispositions de Code de la commande publique.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 18 directions régionales ainsi que de la Direction générale (Direction du Siège, DSI, Académie France Travail), la Direction des Systèmes d'information et de France Travail Services.

## 2. CONTEXTE

Au sein de la Direction générale et plus particulièrement de la direction Administration, Finances et Gestion (DAFG), la Direction Immobilier et Contrats Nationaux (DICN) a en charge le pilotage de la sécurité des biens. A ce titre, elle assure le suivi rigoureux du respect des procédures immobilières et de sécurité pour l'ensemble des bâtiments de France Travail.

La DICN dispose d'un réseau de correspondants en région et dans des établissements chargés du suivi sur place de la bonne réalisation des contrôles périodiques réglementaires et des prestations effectuées à la demande de France Travail dans le cadre du présent marché.

Les Directions et établissements régionaux de France Travail s'assurent que les prestations de contrôle réglementaire périodique liées à la sécurité des bâtiments et de leurs occupants, sont réalisées.

### **3. OBJET DU MARCHE**

#### **3.1.Libellé et description du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation des contrôles périodiques réglementaires et des vérifications techniques effectuées à la demande de France Travail.

Le présent marché a également pour objet la fourniture d'une prestation de veille réglementaire personnalisée *via* un portail en ligne ainsi que la mise à disposition d'un outil de suivi des prestations de contrôle périodique.

#### **3.2.Périmètre du marché**

Le parc immobilier de France Travail se décompose en bâtiments utilisés pour recevoir du public et des bâtiments principalement utilisés à usage de bureaux.

Au 31 mars 2025, le parc immobilier comprend 1 084 bâtiments pour une surface utile totale de 1 233 546 m<sup>2</sup>, avec une moyenne de 1 000 m<sup>2</sup> par agence.

- 996 bâtiments sont classés ERP pour une surface de 1 049 659 m<sup>2</sup>
- 88 bâtiments sont soumis à la réglementation relative au code du travail pour une surface de 183 887 m<sup>2</sup>.

Le prestataire peut être amené à intervenir en tout lieu désigné par France Travail.

Concernant les bornes électriques, ci-dessous les projections au démarrage et sur les deux prochaines années

- Au démarrage du marché, l'inventaire projeté est de 400 sites équipés de bornes pour 598 points de recharge
- A titre indicatif sur 2026-2027, la projection de création de bornes est sur 63 sites pour 102 points de recharge.

Ces inventaires sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins.

##### **3.2.1. Sur le plan territorial : Métropole, DROM (Guadeloupe, Réunion, Mayotte, Guyane, Martinique et Saint Pierre et Miquelon).**

Le marché concerne l'ensemble des sites de France Travail situés en France métropolitaine y compris la Corse ainsi que dans les DROM et à St-Pierre et Miquelon.

### 3.2.2. Sur le plan fonctionnel : détermination de la famille d'achat

Le titulaire réalise l'ensemble des contrôles réglementaires périodiques (électricité dont IRVE, ascenseurs) pour l'ensemble des Régions de France Travail ainsi que, à la demande des Régions, les vérifications techniques leur incombant (CVC, portes et portails ...) si elles ne sont pas confiées à un autre prestataire dans le cadre d'un marché de maintenance dédié.

Le titulaire peut également réaliser, sur demande de France Travail, des prestations de conseil d'audit bâtiminaire relatives au niveau de conformité des bâtiments occupés par France Travail ainsi que des vérifications techniques contradictoires.

La liste des différentes prestations attendues est détaillée dans l'article 5 du présent CCFT.

## 4. VOLUMETRIE

Régions	Sites (selon code AUORE)			Surfaces de plancher en m²		
	Code du travail	E.R.P.	Total	Code du travail	E.R.P	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	1	112	113	757	133 158	133 915
Bourgogne-Franche-Comté	2	51	53	2 707	47 430	50 137
Bretagne	4	37	41	6 442	41 691	48 133
Centre Val-de-Loire	4	35	39	5 679	32 902	38 581
Corse	1	9	10	166	6 666	6 832
Grand Est	3	92	95	5 740	94 707	100 447
Hauts-de-France	7	91	98	7 164	95 502	102 666
Ile-de-France	3	138	141	14 313	167 928	182 241
Normandie	5	52	57	9 139	48 432	57 571
Nouvelle-Aquitaine	9	103	112	19 666	88 250	107 916
Occitanie	2	89	91	988	99 807	100 795
Pays de la Loire	5	48	53	8 049	47 594	55 643
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7	69	76	12 981	79 808	92 789
Guadeloupe	2	19	21	452	14 919	15 371
Guyane	1	11	12	154	6 218	6 372
Martinique	1	12	13	404	10 712	11 116
Mayotte		4	4		2 708	2 708
Réunion	2	18	20	720	24 413	25 133
France Travail Service	3	1	4	10 870	1 814	12 684
D.S.I.	15		15	45 268		45 268
Académie France Travail	7	5	12	7 418	5 000	12 418
DG Siège	4		4	24 810		24 810
Total	88	996	1084	183 887	1 049 659	1 233 546

## **5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES**

### **5.1.Objectif des prestations**

#### **5.1.1. Prestations d'inspection, contrôle et vérifications réglementaires périodiques**

L'objectif de ces prestations est de vérifier la conformité des installations techniques et des équipements détenus par France Travail. Les prestations de contrôle et de vérification correspondent aux contrôles réglementaires définis par les différentes réglementations et normes applicables à chaque équipement et installation technique, et ce pendant la durée totale du marché.

#### **5.1.2. Prestations d'expertise sur les bâtiments**

Au-delà de la vérification de conformité via les contrôles techniques réglementaires périodiques, France Travail est amené à commander des missions de diagnostic et audit bâtiminaire pour veiller au bon fonctionnement de ses installations et leur conformité à l'usage qui en est fait.

#### **5.1.3. Prestations de veilles réglementaires**

L'objectif de ces prestations est de mettre à disposition de France Travail un portail en ligne permettant :

- D'enrichir la base de données par la mise en ligne en fonction des nouveaux textes applicable ;
- De donner une information décryptée et personnalisée au contexte de France Travail, par un commentaire de chaque texte,
- De transmettre les alertes par mail pour les nouveaux textes commentés par le conseiller réglementaire du titulaire.

Le portail en ligne doit permettre l'ouverture de profils pour 50 utilisateurs avec différents profils d'accès (administrateur, utilisateur).

Le titulaire organise également une formation consacrée à l'utilisation de l'outil de veille réglementaire pour un utilisateur identifié pour chaque Direction régionale et de la DICN.

#### **5.1.4. Outil de suivi**

L'objectif de l'outil de gestion répertorie l'ensemble des contrôles et vérifications effectués.

France Travail dispose d'un logiciel interne de centralisation des données liées à la sûreté et la sécurité (AD2S). En sus de l'outil de suivi des prestations (cf chapitre précédent), le titulaire devra être en mesure de déverser dans AD2S l'ensemble des données relatives aux contrôles périodiques.

## **5.2.Caractéristiques techniques / modalités d'exécution des prestations**

### **5.2.1. Pré requis**

#### **5.2.1.1. Détention des agréments**

Le titulaire détient l'ensemble des agréments, accréditations et autorisations nécessaires pour réaliser l'ensemble des prestations objet du marché.

#### **5.2.1.2. Le plan de prévention**

Conformément à la réglementation en vigueur, le Titulaire rédige le plan de prévention en collaboration avec le correspondant régional désigné par chaque Direction régionale de France Travail avant le début d'exécution des prestations.

Le titulaire établit un plan de prévention par Direction régionale s'appliquant à l'ensemble des sites de la région. Celui-ci est communiqué à l'interlocuteur désigné dans chaque région dans un délai de 10 jours à l'issue de la première réunion régionale de planification (Cf. article 6.3 du présent CCFT). En tout état de cause, ce plan de prévention est validé par les deux parties avant toute intervention du titulaire sur site.

#### **5.2.1.3. Outil de suivi des prestations**

Le titulaire met à disposition de chaque Direction régionale, des établissements France Travail et de la DICN un outil en ligne de suivi des prestations. L'outil de gestion répertorie l'ensemble des contrôles et vérifications effectués.

Il précise à minima :

- le site concerné,
- l'équipement ou l'installation faisant l'objet d'une vérification,
- la date de la visite,
- la date du rapport

Cet outil comporte également notamment l'ensemble des rapports réalisés (excepté pour les diagnostics réalisés au domicile des télétravailleurs).



En outre, l'outil permet de réaliser à minima les extractions et le suivi des données suivantes :

- L'état complet des prestations réalisées par site et par date
- La liste des réserves par site
- Le niveau de gravité de chaque réserve permettant d'identifier le niveau d'urgence de traitement par France Travail
- Le statut des rapports

L'outil permet également de réaliser par site à minima les extractions et le suivi des données suivantes :

- Nom du site
- Code site physique AUORE (numéro unique France Travail)
- Contrôle réalisé (Oui/Non) Oui si un contrôle a bien eu lieu au cours des douze derniers mois précédant l'export.
- Présence de non-conformité (Oui/Non) Oui s'il y a au moins une réserve sur le lot technique dans le dernier rapport
- Réserve levée (Oui/Non) Oui si l'ensemble des réserves du lot technique sont levées sur le site

L'outil de suivi des prestations comporte un champ libre (zone de texte) permettant aux interlocuteurs désignés de France Travail d'assurer le suivi et de lever les réserves directement dans l'outil.

L'outil de suivi des prestations doit permettre de manière automatiser de traiter les cas suivants :

- Pour un problème technique similaire, s'il y a présence d'une réserve sur le rapport de l'année N-1 non traité lors de l'intervention de l'année N, alors le statut de la réserve de l'année N-1 doit passer en statut « sans suite » et le champ libre doit comporter « Réserve reprise dans la réserve numéro XXXX, ce numéro correspond au numéro de la réserve de l'année N.
- Pour un problème technique similaire, s'il y a présence d'une réserve sur le rapport de l'année N-1 traité lors de l'intervention de l'année N, alors le statut de la réserve de l'année N-1 doit passer en statut « Clôturée » et le champ libre doit comporter « Clôture automatique par suite de l'intervention XXXX », ce numéro correspondant au numéro d'intervention de l'année N.

L'outil permet de définir des codes d'accès présentant des profils différents de type « lecture seule » et « modification » en ce qui concerne la zone de texte du champ libre, en fonction des interlocuteurs de France Travail. Le prestataire met à disposition au moins 10 login par établissement (Direction régionale, la DSI et France Travail Service). Le titulaire communique à FT la liste des informations nécessaires à la création des login et met à disposition ces logins dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la transmission de ses informations par FT.

France Travail fournit au titulaire l'ensemble des éléments dont il dispose dans son outil actuel au début du marché sous format « Pdf » et « Excel ». Les informations qui seront transmises sont les suivantes :

- L'état complet des contrôles et missions confiés,
- Le dernier rapport par prestations et par site,
- Le statut des rapports
- Le statut des réserves
- Les domaines techniques contrôlés sur les sites

Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois maximum à compter de la transmission de ces données par France Travail pour intégrer l'ensemble des informations dans son outil. Durant ce délai, il procède à la vérification et mise à jour de ce fichier en fonction des informations qui lui sont transmises lors de la première réunion de planification annuelle des prestations au niveau régional.

Le titulaire traite, conformément à l'article 6.5 du Contrat, les données d'identification nécessaires à la connexion sur l'outil :

- Les prénoms et noms des agents de France Travail, des mainteneurs et bureaux d'études
- Les adresses mails professionnelles

L'administration de l'outil de suivi en ligne au sens informatique du terme est du ressort exclusif du titulaire. Celui-ci garantit l'accessibilité à France Travail quelles que soient les versions et opérations réalisées.

Tout au long du marché et même en cas de sous-traitance, le titulaire met à jour cet outil après chaque prestation.

Les rapports sont présents dans l'outil au plus tard à l'expiration du délai réglementaire ou contractuel (défini lors de la passation de la commande).

Le titulaire effectue l'ensemble des mises à jour (ajout de sites, changement d'adresse, de dénomination...) communiquées lors des réunions de suivi semestrielles (Cf. article 6.3 du présent CCFT).

#### **5.2.1.4. AD2S**

France Travail dispose d'un logiciel interne de centralisation des données liées à la sûreté et la sécurité (AD2S). En sus de l'outil de suivi des prestations (cf chapitre précédent), le titulaire devra être en mesure de déverser dans AD2S l'ensemble des données relatives aux contrôles périodiques.

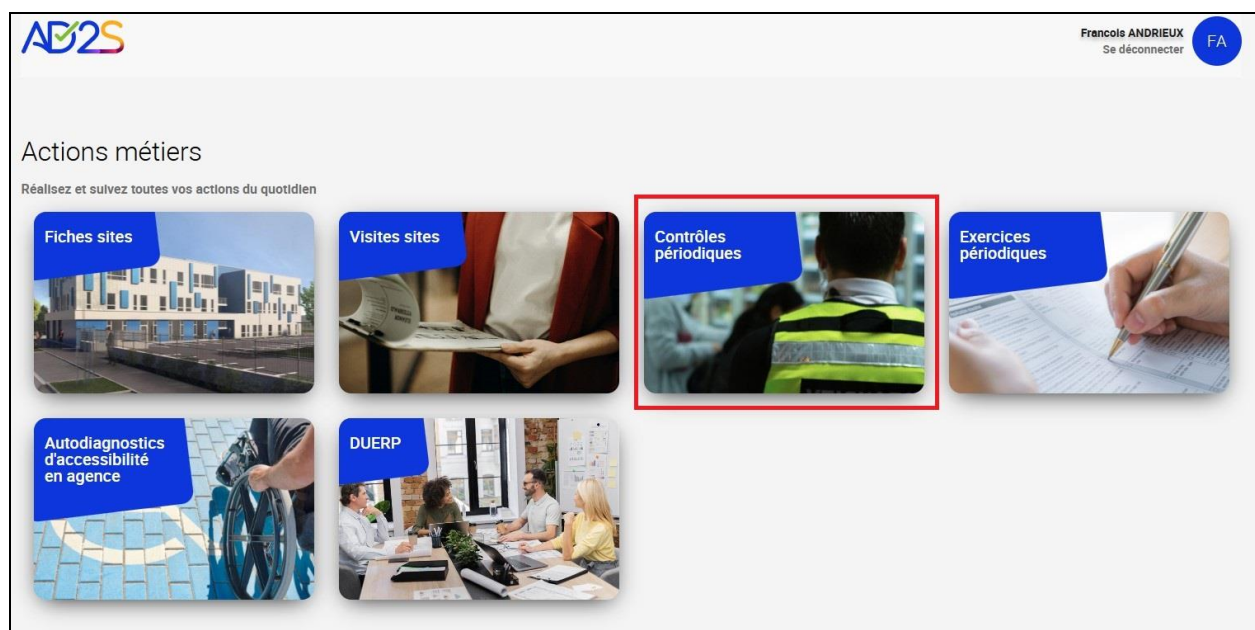
AD2S se présente ainsi :

- Un onglet « Fiches de site » qui comporte des informations bâtimentaires et organisationnelles, l'ensemble des équipements présents sur le site, ainsi que de centraliser

les documents techniques du site (permis de construire, bons d'interventions, compte rendu d'exercices, DUERP etc.)

- Un onglet « Visites de site » permettant de réaliser des visites de sécurité semestrielles par nos correspondants régionaux et d'établissements
- Un onglet « Contrôles périodiques » permettant de répertorier l'ensemble des observations notifiées par nos prestataires de contrôle
- Et un onglet « Exercices périodiques » dans lequel sont renseignés les différents exercices réalisés sur le site.

#### Page d'accueil :




Le titulaire doit proposer une solution permettant un interfaçage avec AD2S afin de pouvoir l'alimenter avec l'ensemble des données relatives aux contrôles périodiques et répondants aux cas d'usages listés ci-après :

#### 1<sup>er</sup> cas d'usage :

La récupération des rapports d'intervention à la suite des contrôles et vérifications.

Chaque fiche de site comporte un espace de stockage de documents techniques. Les rapports d'intervention au format PDF devront pouvoir être récupérés pour archivage dans cet espace :

## Stockage des documents techniques :



Francois ANDRIEUX  
Se déconnecter

ACCUEIL > RECHERCHER UN SITE > DOCUMENTS TECHNIQUES

Fiche identité >
Documents techniques
Équipements >
Journal de bord
Photos
Plans de prévention

**MONTBRISON GRANDS CHENES**
  
64 rue des Grands Chênes  
42600 MONTBRISON
  
12 Document(s)

Catégorie	Nom du fichier	Date de création	
	Rechercher		
Exercice intrusion armée	Dossier d'objectifs Montbrison.pdf	29/10/2024 16:07	<a href="#">↓</a>
Exercices d'évacuation	MONTBRISON exe evac 2023S1.doc	15/02/2023 15:54	<a href="#">↓</a>
Exercices d'évacuation	MONTBRISON ex évac 03.06.24.doc	05/06/2024 11:38	<a href="#">↓</a>
Exercices d'évacuation	MONTBRISON ex évac 31.10.24.doc	11/12/2024 13:30	<a href="#">↓</a>
Sûreté	Arrêté DS-2023-374 du 21.03.23 Montbrison.pdf	28/02/2024 11:33	<a href="#">↓</a>
Bons d'interventions	MONTBRISON maintenance ext 17.04.24.pdf	18/04/2024 10:25	<a href="#">↓</a>
Contrôles périodiques obligatoires	MONTBRISON-ELEC-20891953_00049_00001_00001_R (borne).pdf	17/01/2025 13:18	<a href="#">↓</a>

## 2ème cas d'usage :

AD2S affiche les réserves liées à l'ensemble des vérifications périodiques obligatoires (électricité, ascenseurs, portes et portails etc..).

La solution devra avoir la capacité de remonter la liste des observations faites à l'issue des opérations de vérification.

## Les observations :

Fiche site

Visites sites

Exercices périodiques

Imprimer

MONTBRISON GRANDS CHENES  
64 rue des Grands Chênes  
42600 MONTBRISON

Direction régionale	Auvergne-Rhône-Alpes
Direction départementale	42_DD LOIRE
Département	Loire
Code Aurore	005741
N° choris	455077
N° bâtiment	084 42-4

Statut du site	
Actif	
Catégorie	
Site ERP 5	
Type	
W	

Type de contrôle	Périodicité	Prestataire	Date de réalisation (jj/mm/aaaa)	Type de conformité	Levée de réserve (jj/mm/aaaa)	Statut
Sélectionner	Sélectionner	Sélectionner	Sélectionner	Sélectionner	Sélectionner	Sélectionner
Electricité		Bureau Véritas	10/10/2018	Nécessite une action immédiate	04/03/2019	Traitée
Electricité		Bureau Véritas	10/10/2018	Nécessite une action immédiate	04/03/2019	Traitée

Pour chaque réserve, les informations suivantes devront être présentes :

- Le code site physique de France Travail
- Le type de contrôle (électricité, transports mécaniques-ascenseurs, levage-manutention, portes-portails, ...)
- La périodicité du contrôle (3 mois, 6 mois, 12 mois, ...)
- Le prestataire ayant réalisé le contrôle
- La date du contrôle
- Le type de non-conformité
- La date de levée de la réserve
- Le statut du contrôle
- Un commentaire détaillant la nature de la réserve

Pour les deux cas d'usage, le site sera identifié par un code site (appelé code site physique ou code GX) qui sera fourni au démarrage des prestations. Ce code sera utilisé pour adresser les données.

Il est attendu la mise en œuvre d'une API (REST) permettant d'interfacer l'outil du titulaire avec le logiciel interne de France Travail AD2S . Dans le cadre de la mise en œuvre de cette API, les DSI respectives du titulaire et de France Travail organise une réunion de cadrage du projet avec l'ensemble des parties prenantes dans le mois suivant la réunion de lancement. A l'issue de cette réunion un calendrier de mise en œuvre étape par étape est validée. En

tout état de cause la mise en œuvre de l'API est attendue dans un délai maximum de six mois après la réunion de lancement.

France Travail s'occupera de l'orchestration et appellera les API.

Le cas échéant, si le titulaire ne peut pas exposer ses données via API, il devra les déposer sur un serveur SFTP de France Travail. Dans ce cas, le titulaire s'occupera alors de l'orchestration.

Les données devront être au format JSON ou CSV. Quant aux rapports, le format PDF est à privilégier. Les envois au format Excel (.xls, .xlsx) ne sont pas recommandés.

Attention : La sécurisation des échanges est un point important qui ne doit pas être négligé. Aussi France Travail porte une attention particulière aux mécanismes d'authentification proposés garantissant la protection des web services.

La fréquence de mise à jour des données devra être à minima mensuelle. Le mieux étant un adressage hebdomadaire.

La structure et le format attendus des données seront communiqués au titulaire avant le démarrage des prestations.

### 5.2.2. Contenu de la prestation des contrôles réglementaires

- Les Régions et établissements de France Travail commandent au titulaire les prestations de contrôle réglementaire suivantes pour l'ensemble des sites :

Prestation	Livrable
Installations électriques et circuits et installations de sécurité électriques (incluant les installations d'éclairage de sécurité) - <b>Vérification initiale</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Installations électriques circuits et installations de sécurité électriques (incluant les installations d'éclairage de sécurité & IRVE) - <b>Vérification annuelle</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Installations électriques et circuits et installations de sécurité électriques (incluant les installations d'éclairage de sécurité & IRVE) - <b>Vérification quadriennale</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Ascenseurs, élévateurs de personnes (EPMR) et monte-charges - <b>vérification annuelle</b> pour les établissements relevant du Code du travail	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi

Ascenseurs et monte-charges - <b>vérification quinquennale</b> pour les établissements ERP	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Systèmes thermodynamiques et systèmes de ventilation combinés à un chauffage dont la puissance cumulée est > 70 kW pour les bâtiments de bureaux: Réseau de distribution (Groupe froid / Roof top, sous-station / échangeur / géothermie, Split system, Pompes à chaleur (PAC, VRV), armoire de climatisation et centrale de traitement d'air avec résistance électrique. <b>vérification quinquennale</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Systèmes thermodynamiques et systèmes de ventilation combinés à un chauffage dont la puissance cumulée est > 70 kW pour les data-center: Réseau de distribution (Groupe froid / Roof top, sous-station / échangeur / géothermie, Split system, Pompes à chaleur (PAC, VRV), armoire de climatisation et centrale de traitement d'air avec résistance électrique. <b>vérification quinquennale</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi

- Les Régions et établissements de France Travail peuvent commander, en tant que de besoin, les prestations ponctuelles ci-dessous dès lors qu'elles ne font pas l'objet d'un marché dédié conclu soit par ces Régions et établissements soit par la Direction des achats et marchés de France Travail pour l'ensemble des Régions et établissements, ou lorsqu'il France Travail entend faire réaliser des contrôles contradictoires.

Prestation	livrable
Vérification des installations électriques par thermographie infrarouge	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Systèmes thermodynamiques et systèmes de ventilation combinés à un chauffage dont la puissance est cumulée < 70 kW : Réseau de distribution (Groupe froid / Roof top, sous-station / échangeur / géothermie, Split system, Pompes à chaleur (PAC, VRV), armoire de climatisation et centrale de traitement d'air avec résistance électrique.	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Installations de gaz / fuel combustible	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Vérification des installations aération, assainissement et réseaux associés	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Portes et portails auto. / semi-automatiques - <b>vérification semestrielle</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Vérification des moyens de secours et des équipements concourant à la sécurité incendie	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi

Les équipements fixes de protection contre les chutes : points d'ancrage - <b>vérification annuelle</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Les équipements fixes de protection contre les chutes : ligne de vie / garde-corps - <b>vérification annuelle</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Equipements de travail : appareils de levage - <b>vérification semestrielle</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Equipements de travail : machines - <b>vérification trimestrielle</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Vérification de l'exposition aux champs électromagnétiques	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Prélèvement et analyse contre les légionelles dans les installations d'eau chaude sanitaire - <b>vérification annuelle</b>	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Autres prestations d'audit, vérifications sur bâtiment et diagnostics techniques immobilier (hors opérations de construction/vérification de la solidité des bâtiments)	Rapport d'audit mis en ligne dans l'outil de suivi
Mesure d'empoussièrement amiante dans les immeubles bâtis	Rapport d'audit mis en ligne dans l'outil de suivi et dans l'outil de la DIE (DTA-thèque)
Examen de l'état de conservation des flocages, calorifugeages, faux plafonds et autres matériaux - <b>vérification triennale</b>	Rapport d'audit mis en ligne dans l'outil de suivi et dans l'outil de la DIE (DTA-thèque)
MAJ du Dossier Technique Amiante	Rapport d'audit mis en ligne dans l'outil de suivi et dans l'outil de la DIE (DTA-thèque)
Repérage Amiante avant travaux	Rapport d'audit mis en ligne dans l'outil de suivi et dans l'outil de la DIE (DTA-thèque)
Vérification initiale des lieux de travail des sources de rayonnements ionisants – particulièrement pour le Radon	Rapport d'audit mis en ligne dans l'outil de suivi
Vérification périodique ou de suivi post travaux des lieux de travail des sources de rayonnements ionisants – particulièrement pour le Radon	Rapport d'audit mis en ligne dans l'outil de suivi

- Les Régions et établissements de France Travail commandent au titulaire les prestations de contrôle réglementaire des bornes électriques :

#### Contenu de la prestation

Le contrôle réglementaire des infrastructures de recharge pour véhicules électriques est constitué de deux phases :

- La vérification, pour chaque site concerné, du tableau électrique général ainsi que du tableau de chaque infrastructure de recharge (acte technique complémentaire),



- L'intégration des données afférentes dans le rapport des vérifications périodiques (acte documentaire).

Les rapports sont intégrés et conservés dans l'outil de suivi des prestations du titulaire

- Modalités d'exécution et délais des prestations attendues

Le titulaire procède à un contrôle réglementaire initial, selon le niveau de puissance électrique, à savoir :

- La vérification initiale réglementaire de l'installation électrique (VIEL) telle que décrite dans la Fiche « Mission FMBVE\_EL01 §4.3 ». Cette mission est réalisée dans un délai de 21 jour calendaire à compter de la date de sollicitation définitive et implique la remise du rapport dans l'outil de suivi sous 28 jours calendaires après la visite. Sur demande de France Travail, le délai d'intervention peut être raccourci à 7 jours calendaires et le délai de remise du rapport à 14 jours calendaires ce qui peut donner lieu à une majoration de 5%.
- La vérification initiale réglementaire de l'installation électrique, si elle a un niveau de puissance électrique supérieur à 36 kW, en vue de l'établissement du document CONSUEL telle que décrite dans la fiche « Mission FMEL03 §4 ». Cette mission est réalisée dans un délai de 21 jour calendaire à compter de la date de sollicitation définitive et implique la remise du rapport dans l'outil de suivi sous 7 jours calendaires après la visite. Sur demande de France Travail, le délai d'intervention peut être raccourci à 7 jours calendaires ce qui peut donner lieu à une majoration.

A l'issue du contrôle initial, le titulaire procède à une vérification périodique réglementaire de l'installation électrique telle que décrite dans la Fiche « Mission FMBVE\_EL01 §4.2 ». Cette mission est réalisée conjointement, à partir de l'année N+1, à la vérification périodique de l'ensemble de l'installation électrique du bâtiment. D'un point de vue documentaire, les informations collectées et les conclusions formulées sont, conformément à la réglementation, intégrées dans le rapport de vérification périodique. Le champ d'application des missions proposées est limité aux IRVE alimentées en Basse Tension (220 V / 380 V).

Prestation	livrable
Contrôle réglementaire initial CONSUEL uniquement	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Contrôle réglementaire initial VIEL uniquement	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Contrôles réglementaires initiaux CONSUEL et VIEL simultanément	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Contrôle réglementaire initiaux complémentaire pour lever de réserve	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi

Contrôle réglementaire annuel	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Délai raccourci pour acte technique complémentaire	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi
Délai raccourci pour acte documentaire pour contrôle initial	Rapport de vérification mis en ligne dans l'outil de suivi

Une demande d'intervention se fait par site géographique, peu importe le nombre de bornes électriques. Toutefois, si un site géographique dispose de plusieurs parkings indépendants, il y aura autant de demandes d'intervention que d'installations électriques.

En outre, chaque passage du titulaire fait l'objet d'une consignation sur le registre de sécurité de l'établissement, consignation qui comporte obligatoirement les éléments suivants par nature de contrôle :

- Le nom du contrôleur ou son matricule,
- La société du titulaire,
- La date et l'heure d'arrivée et de départ du contrôleur,
- La nature du contrôle en toute lettre,
- La signature du contrôleur.

### **5.2.3. Contraintes horaires, établissement du planning des visites et identification des contrôleurs**

Généralement, les interventions se déroulent du lundi au vendredi entre 7H30 et 18H30.

Les coupures électriques sont effectuées en majorité à 7H45, 13H et 16H30.

Ces horaires peuvent être adaptés par les Régions. Dans tous les cas, l'horaire de coupure est précisé dans le bon de commande.

Le planning des visites est établi par le titulaire en fonction des contraintes horaires de France Travail au plus tard 30 jours calendaires avant la réalisation de la prestation.

Le représentant de France Travail et le mainteneur du site concerné qui dispose des moyens d'ouverture se rendent disponibles pour accompagner le contrôleur technique.

Le contrôleur technique doit être identifiable par tout élément (badge, tenue vestimentaire...) comportant l'identification du Titulaire.

## **5.2.4. Contenu de la prestation de veille réglementaire**

### **5.2.4.1. Objet de la veille réglementaire**

Le titulaire assurera via un portail en ligne les prestations suivantes :

- Une veille personnalisée réalisée en temps de que de besoin par un conseiller réglementaire dédié, informant France Travail (DICN, Direction Régionale et établissements) des textes réglementaires qui lui sont applicables sous la forme d'une alerte mail, selon :
  - La typologie des bâtiments suivants :
    - Bâtiment ERT
    - Bâtiment ERP (catégorie 5, type WR)
    - Data Center
  - Les domaines visés par la veille suivants :
    - Construction
    - Energie
    - Environnement
    - Sécurité des travailleurs
    - Sécurité des équipements de travail
    - Sécurité des occupants
- Un accès à une base réglementaire personnalisée aux besoins et activités de France Travail, comprenant l'ensemble des textes qui lui sont applicables,
- La mise à disposition d'un espace questions/réponses permettant à France Travail de solliciter le conseiller réglementaire du titulaire sur l'expertise d'une réglementation. A titre indicatif 5 questions ont été posées sur l'année 2024.
  - Cet espace sera accessible uniquement par un profil administrateur qui sera utilisé au sein de la DICN.

### **5.2.4.2. Le périmètre de la veille réglementaire**

Le périmètre à couvrir par le titulaire pour la veille réglementaire devra à minima regrouper l'ensemble des exigences sur la santé, la sécurité au travail et l'environnement et plus précisément :

- L'hygiène, la santé & sécurité au travail relatives à la prévention des risques professionnels des agents/salariés, tous secteurs d'activités, fonction publique/territoriale ou secteur privé,
- La construction, l'aménagement et la gestion de patrimoine,

- L'exploitation et la maintenance d'équipements (installations soumises à contrôle périodique, documents de maintenance, etc...),
- Les risques liés à l'occupant et à l'accueil du public,
- La gestion des impacts environnementaux (risques, énergies, rejets, etc..) issues de l'exploitation d'installations

#### **5.2.4.3. Le portail en ligne de veille réglementaire**

Le titulaire met à disposition un portail en ligne permettant :

- D'enrichir la base de données par la mise en ligne en fonction des nouveaux textes applicable ;
- De donner une information décryptée et personnalisée au contexte de France Travail, par un commentaire de chaque texte,
- De transmettre les alertes par mail pour les nouveaux textes commentés par le conseiller réglementaire du titulaire

Le portail en ligne permet l'ouverture de profils pour 50 utilisateurs avec différents profils d'accès (administrateur, utilisateur).

Le titulaire organise également une formation consacrée à l'utilisation de l'outil de veille réglementaire pour un utilisateur identifié pour chaque Direction régionale et de la DICN.

#### **5.2.5. Contenu de la prestation de Réversibilité**

A la demande de France Travail, le Titulaire assure la transmission des données de l'outil de reporting et de la plateforme en ligne de veille réglementaire dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan de réversibilité. France Travail notifie sa décision au titulaire, au moins deux (2) mois avant l'échéance du marché ou au moment de la mise en œuvre de sa résiliation, pour quelque motif que ce soit. Le Titulaire s'engage à activer le processus de réversibilité sous 10 (dix) jours ouvrés à compter de la date de réception courriel. Le Titulaire procède au transfert des données auprès de France Travail ou du nouveau titulaire de marché. Le Titulaire informe France Travail de toute modification et/ou difficulté susceptible d'être rencontrée et pouvant avoir une incidence sur la réversibilité. Le plan de réversibilité (calendrier et modalités) est élaboré par le titulaire et validé par France Travail. A l'échéance normale ou anticipée du marché le titulaire s'engage à la transmission du calendrier exhaustif des contrôles et des vérifications à réaliser pour une période de trois mois à compter de la date d'échéance du marché.

Le format des données est le suivant : Excel, Pdf, CSV et autres.

La mise en œuvre du plan de réversibilité n'entraîne aucun transfert de propriété, au bénéfice de France Travail ou du nouveau titulaire de marché, du savoir-faire et/ou des éléments de toute nature appartenant au titulaire.

Le titulaire n'est en aucun cas responsable du personnel de France Travail ou de celui du nouveau titulaire de marché, ni de l'usage que ce dernier fera des éléments et conseils mis à disposition dans le cadre du plan de réversibilité.

### **5.3. ATTENTES PARTICULIERES VIS-A-VIS DU TITULAIRE**

#### **5.3.1. Devoir de conseil**

Le titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller France Travail sur les modalités d'exécution des prestations. Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en œuvre, ou sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, conduire à la réduction des coûts.

Dans le cas où le titulaire retenu se trouverait confronté à une situation nécessitant une mesure d'urgence, il s'engage à prévenir immédiatement l'interlocuteur régional ou d'établissement de France Travail par tous les moyens disponibles.

Cet avertissement doit être systématiquement suivi dans les 24 heures ouvrées d'un rapport écrit détaillant la situation.

#### **5.3.2. Plan de progrès**

De même, le titulaire s'engage à présenter à France Travail, annuellement, un plan de progrès dont l'objectif est l'optimisation des prestations.

#### **5.3.3. Devoir d'information**

Le titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs nationaux à la direction générale de France Travail de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur, de son processus de production, relatif à l'objet du marché.

#### **5.3.4. Clause carbone et respect de la loi « climat et résilience »**

L'exécution des prestations attendues doit s'insérer dans une démarche de protection ou de mise en valeur de l'environnement.

A cet effet, le titulaire s'engage pour l'exécution des prestations attendues à :

- Réduire le nombre d'impressions papier en généralisant le format électronique et en n'imprimant les documents que sur demande expresse de France Travail.  
En cas d'impression papier, le titulaire utilise du papier recyclé et non blanchi écolabélisé de type « Blue Angel » ou équivalent, en format recto-verso, avec une mise en page réduisant les impressions (2 documents par page, etc.) et une conception de document visant à limiter au maximum la consommation d'encre.

- Réduire et recycler les déchets notamment par le recours aux structures issues de l'économie circulaire spécialisées dans le ramassage, la valorisation et le recyclage des déchets).

A l'issue de chaque année d'exécution de marché, le titulaire présente à France Travail un bilan quantitatif et qualitatif des mesures ainsi mises en place.

## 6. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHÉ

### 6.1. INTERLOCUTEURS DE FRANCE TRAVAIL AUPRES DU TITULAIRE

Le titulaire désigne dans sa proposition technique un représentant qui est l'interlocuteur privilégié de France Travail pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations. Il est en lien avec l'acheteur qui assure le suivi de l'exécution contractuelle du marché à la Direction des achats de France Travail.

Le titulaire met également à disposition de France Travail un conseiller réglementaire et une équipe dédiée pour traiter des questions liées à la gestion opérationnelle des prestations.

Au niveau de chaque région, le titulaire désigne un représentant régional.

Cet interlocuteur a la charge de la gestion opérationnelle des prestations, de la prise des rendez-vous, le traitement des commandes, le suivi des prestations, le suivi des livraisons, réclamations, l'exécution technique des prestations et autres, ....

Pour ce qui concerne le contrôle de la conformité technique des produits (ou des prestations), l'équipe dédiée du titulaire est en lien avec l'acheteur en charge du marché à la Direction des achats de France Travail.

### 6.2. INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE AUPRES DE FRANCE TRAVAIL

Les interlocuteurs du titulaire au sein de France Travail sont :

- Les représentants dédiés de la DICN, interlocuteur métier national du marché ;
- Les représentants dédiés de la direction des achats-marchés au niveau national ;
- Les représentants dédiés par direction régionale (interlocuteurs métier et achat régional du marché).

### 6.3. Instances de pilotage et de suivi

- Une **réunion de lancement nationale** du marché réunissant les représentants du titulaire, les interlocuteurs nationaux de France Travail, cités à l'article 6.2 ci-dessus, et toute personne intervenant sur le périmètre, est organisée après la notification du marché par l'acheteur de la Direction Achats et Marchés.

Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du dispositif ainsi que, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations. L'interlocuteur national du titulaire est présent à cette réunion.

La réunion de lancement est suivie de réunions techniques visant à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations.

- Une **réunion de planification annuelle des prestations** au niveau de chaque région/établissement est organisée à l'initiative du titulaire. La première réunion est organisée dans un délai maximum de 30 jours suivant la réunion de lancement national. L'invitation à la réunion est également adressée à l'ensemble des mainteneurs de chaque Région ou établissement. Lors de cette réunion, le titulaire propose à l'interlocuteur désigné de France Travail de chaque région ou établissement un planning des interventions pour l'année à venir. Cette réunion établit également la liste des sites à visiter et domaines techniques à contrôler ainsi que les modalités d'intervention des vérificateurs.
- Une **réunion de suivi semestriel au niveau régional (pour chaque région ou établissement)** est organisée par le correspondant régional de France Travail. Elle permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, de partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées. Le titulaire présente à cette occasion les éléments de reporting demandés par France Travail (Cf. article 6.4. ci-dessous). Les invitations aux réunions sont envoyées par mail aux représentants métier et achat de la Région ou établissement. Les comptes rendus des réunions sont établis par le titulaire, transmis aux interlocuteurs régionaux de France Travail désigné dans les 5 jours ouvrés qui suivent les réunions et mis en ligne sur l'outil de suivi.
- Une **réunion de suivi semestriel au niveau national** est organisée par l'interlocuteur achat du marché. Elle permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, de partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées en région. Le titulaire présente à cette occasion les éléments de reporting demandés par France Travail (Cf. article 6.4. ci-dessous). Les invitations aux réunions sont envoyées par mail. Les comptes rendus des réunions sont établis par les représentants dédiés de la Direction des achats et marchés de France Travail, et validés par le correspondant unique désigné du titulaire.
- Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de France Travail, soit à la demande du titulaire.

#### 6.4.Éléments de reporting

Le titulaire fournit à l'interlocuteur métier régional/établissement de France Travail, chaque semestre, lors des réunions de suivi du marché les éléments suivants et pour chaque Direction Régionale/établissement :

⇒ le nombre de prestations programmées

- ⇒ le nombre de prestations réalisées
- ⇒ le taux de réalisation des prestations (par rapport à la planification annuelle)
- ⇒ la cause de la non-exécution/ report éventuel des prestations
- ⇒ le délai de mise à disposition des rapports en identifiant le nombre de rapport hors délai réglementaire ou contractuel
- ⇒ le nombre des réserves identifiées par domaine technique et par gravité
- ⇒ le récapitulatif des évolutions réglementaires applicables à France Travail

Ces données sont analysées pendant la réunion de suivi et transmises avec les éventuelles corrections par mail aux interlocuteurs régionaux désignés de France Travail dans les 5 jours ouvrés après la réunion de suivi semestrielle.

Ces données sont transmises 15 jours calendaires avant la réunion par mail.

**- Dans le cadre du suivi national :**

Le titulaire fournit aux interlocuteurs nationaux de France Travail, chaque semestre lors des réunions de suivi du marché une synthèse générale des rapports de suivi semestriels fournis à chaque Direction régionale y compris le récapitulatif des évolutions réglementaires applicables à France Travail. Cette synthèse présente une vue générale ainsi qu'une vue Région par Région des éléments attendus.

Ces données sont analysées pendant la réunion de suivi et transmises avec les éventuelles corrections par mail aux interlocuteurs nationaux de France Travail dans les 5 jours ouvrés après la réunion de suivi semestrielle.

De même, avant le 31 janvier de l'année suivante, le titulaire transmet à France Travail une consolidation annuelle des mêmes éléments.

Ces données sont transmises 15 jours calendaires avant la réunion par mail. L'outil de suivi en ligne doit proposer un onglet tableau de bord permettra de fournir un récapitulatif de l'évolution du traitement des réserves par régions, par lots techniques.

Le format et paramétrage de ce tableau de bord sera validé conjointement entre France Travail et le titulaire au moment du lancement du marché.

## **7. OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS**

### **7.1. CONTROLES A LA CHARGE DU TITULAIRE**

Le titulaire veille à ce que les normes de qualité mises en œuvre pour l'exécution des prestations attendues soient appliquées sans défaut jusqu'au terme de la prestation dont il est responsable.

Il effectue tous les contrôles de cohérence nécessaires à la bonne réalisation des prestations attendues. Il soumet à France Travail le détail des moyens mis en œuvre et lui fait connaître



la procédure qualité activée. Cela comprend le contrôle des engagements environnementaux pris et la preuve de leur tenue tout au long du marché.

En cas d'incident, le titulaire fournit à France Travail les procédures ou actions correctives mises en œuvre.

## **7.2. CONTROLES REALISES PAR FRANCE TRAVAIL**

Afin de contrôler le respect des engagements contractuels, France Travail se réserve le droit de demander, en cours d'exécution du marché, toutes les informations qu'il jugerait utiles au suivi de l'exécution des prestations.

France Travail se réserve également la possibilité d'effectuer des contrôles de la qualité d'exécution des prestations, sur les lieux d'exécution du marché.